



vendredi 6 janvier 2017

Les grands titres:

- L'ONU établit un groupe de travail pour renforcer sa réponse face à l'exploitation et aux abus sexuels
- Les réfugiés syriens au Liban sont vulnérables et dépendent de l'aide
- RDC : le Haut-Commissariat aux droits de l'homme espère que l'accord politique « marquera un tournant dans le pays »
- Le HCR exhorte les Etats membres de l'UE à respecter leurs engagements de relocalisation de demandeurs d'asile

L'ONU établit un groupe de travail pour renforcer sa réponse face à l'exploitation et aux abus sexuels



Des victimes dans de violences sexuelles dans un refuge à Goma, en République démocratique du Congo. Photo: ONU/Marie Frechon (archives)

6 janvier - Les Nations Unies ont annoncé vendredi la création d'un groupe de travail chargé de renforcer la réponse de l'Organisation face à l'exploitation et aux abus sexuels.

En consultation avec les membres du Comité exécutif, le Secrétaire général de l'ONU, [António Guterres](#), a demandé à la coordonnatrice spéciale chargée d'améliorer la réponse de l'Organisation face à l'exploitation et aux abus sexuels, [Jane Holl Lute](#), de convoquer ce groupe de travail, a déclaré le bureau du porte-parole.

Composé de neuf hauts fonctionnaires des Nations Unies, le groupe est chargé d'établir d'urgence, « une stratégie claire et novatrice » visant à obtenir une « amélioration visible et mesurable » de l'approche de l'ONU en matière de prévention et de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels.

La « centralité de la prévention » occupe une part importante de la vision stratégique de M. Guterres concernant l'ONU. Un thème qu'il n'a cessé de faire valoir tout au long de sa campagne pour le poste de Secrétaire général des Nations Unies.

Lors de sa [prestation de serment](#) devant l'Assemblée générale le 12 décembre, l'ancien Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a souligné la nécessité de faire davantage pour prévenir et intervenir face à la violence et à l'exploitation sexuelles commises par ceux qui servent sous le drapeau de l'ONU contre les personnes qu'ils sont censés protéger.



Moins d'une semaine après son entrée en fonction, sa détermination à lutter contre ces fléaux ne s'est pas fait attendre avec la mise en place de ce Groupe de travail placé sous la présidence de Mme Lute.

« Le groupe de travail utilisera le prochain rapport du Secrétaire général sur les mesures spéciales de protection contre l'exploitation sexuelle pour présenter les éléments de la stratégie », a déclaré le porte-parole de M. Guterres. « Et la Présidente est donc chargée de consulter largement et, le cas échéant, toutes les parties prenantes parmi les États Membres, le système des Nations Unies et d'autres organisations compétentes », a-t-il précisé.

Le Groupe de travail sera composé des hauts fonctionnaires suivants :

- Mme Jane Holl Lute, Coordonnatrice spéciale chargée d'améliorer la réponse des Nations Unies face à l'exploitation et aux abus sexuels et Présidente du Groupe de travail.
- M. William L. Swing, Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations
- M. Atul Khare, Sous-Secrétaire général, Département de l'appui aux missions
- M. Stephen Mathias, Sous-Secrétaire général, Bureau des affaires juridiques
- M. Christian Saunders, Directeur, Bureau du Secrétaire général adjoint du Département de la gestion
- Le Lieutenant général Carlos Humberto Loitey, Conseiller militaire, Département des opérations de maintien de la paix
- M. Alfredo W. Forti, Consultant spécial du Secrétaire général
- Mme Nancee Bright, Chef de cabinet, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits
- Mme Francesca Marotta, Chef de la Section de la méthodologie, de l'éducation et de la formation, Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

Les réfugiés syriens au Liban sont vulnérables et dépendent de l'aide



Deux garçons syriens jouent dans un camp informel à Hawch el Refka, dans la vallée de Bekaa, au Liban, près de la frontière syrienne. Photo: UNICEF/Halldorsson

6 janvier - Selon une étude annuelle menée par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM), 71% des ménages de réfugiés syriens résidant au Liban vivent en dessous du seuil de pauvreté alors que le pays est confronté à une augmentation de l'insécurité alimentaire.

Selon les conclusions de l'[enquête](#), la situation économique des réfugiés syriens au Liban est, au mieux, aussi grave que l'année dernière. Selon certains critères, leur situation continue de se détériorer.

L'étude annuelle a révélé que les familles avaient épuisé leurs ressources limitées et qu'elles s'adaptent pour survivre au strict minimum, en déployant des mécanismes de survie nuisibles ou épuisant les ressources pour survivre. Elle a également montré que plus d'un tiers des réfugiés étaient modérément à sévèrement victimes d'une insécurité alimentaire, soit une augmentation de 12 points de pourcentage par rapport à 2015.

« Les réfugiés syriens au Liban ont de la peine à s'en sortir », a déclaré le directeur du bureau du HCR pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Amin Awad. « Ils restent extrêmement vulnérables et dépendent de l'aide de la communauté internationale. Sans un soutien continu, leur situation serait épouvantable », a-t-il alerté.

Le sondage, connu sous le nom d'Évaluation de la vulnérabilité des réfugiés syriens (VASyR), est le quatrième de ce type. Les résultats sont utilisés de diverses façons, notamment pour aider à déterminer les bénéficiaires du financement et d'autres formes de soutien.

L'enquête a constaté que plus de la moitié des ménages de réfugiés avaient une dépense totale par habitant inférieure au panier des dépenses minimales de survie (PME), une mesure des éléments jugés essentiels à la survie d'un ménage.

Si ce chiffre s'est stabilisé au niveau national, la part des ménages dans la catégorie des PME a augmenté de plus de 50% dans certains districts. D'autres problèmes graves ont été relevés dans les domaines de la résidence, de l'éducation et du logement.

Cependant, l'injection de l'aide nécessaire a permis de stopper le déclin marqué de la pauvreté qui a été observé entre 2014 et 2015. En novembre 2016, 1 milliard de dollars avait été reçu, soit seulement 50%, de l'appel inter-agences pour le pays.

Grâce au soutien financier de la communauté internationale et à la programmation minutieuse des opérations humanitaires, la situation des réfugiés ne s'est pas considérablement détériorée en termes de santé, d'éducation, de logement, d'eau, d'hygiène, de déchets solides et d'énergie par rapport à l'année précédente.

Avec plus d'un million de personnes enregistré, le Liban est le deuxième pays d'accueil des réfugiés syriens après la Turquie. Les réfugiés syriens au Liban sont dispersés dans les milieux urbains et ruraux, y compris environ 2 125 communautés et localités.

RDC : le Haut-Commissariat aux droits de l'homme espère que l'accord politique « marquera un tournant dans le pays »



Centre interdiocésain de Kinshasa - Signature le 31 décembre 2016, sous l'égide de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) d'un accord politique sur la tenue des élections en RDC. Photo MONUSCO/ John Bompengo

6 janvier - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est félicité vendredi de la signature de l'accord politique en République démocratique du Congo (RDC) le 31 décembre dernier.

Lors d'un point de presse à Genève, la porte-parole du HCDH, Liz Throssell, a salué la médiation minutieuse de la Conférence épiscopale nationale (CENCO) qui a permis de conclure l'accord, espérant qu'il « marquera un tournant dans le pays ».

Mme Throssell a souligné que l'accord est l'occasion de faire en sorte que tous, « y compris les opposants politiques, les journalistes et les représentants de la société civile », puissent exercer pleinement leur droit aux libertés d'association et de se rassembler pacifiquement, d'opinion et d'expression ».

Pour le HCDH, une mesure immédiate que les autorités de la RDC peuvent prendre est de lever les restrictions et interdictions imposées à plusieurs médias ces derniers mois.

« Il est important que le gouvernement, les partis d'opposition, la société civile et tous les citoyens congolais œuvrent pour assurer la mise en œuvre de l'accord et la création d'un environnement propice à des élections libres, justes et crédibles », a déclaré la porte-parole. « Nous exhortons donc le Président Joseph Kabila à approuver publiquement l'accord », a-t-elle ajouté.

Eviter une répétition des violences

Le Haut-commissariat juge également essentiel que des mesures soient mises en place pour éviter une répétition des violences qui ont éclaté en RDC, notamment à Kinshasa en septembre 2016, lorsqu'environ 54 personnes ont été tuées et plus récemment en décembre, lorsque 40 personnes ont perdu leur vie et des centaines d'autres ont été arrêtées à travers le pays.

« Nous nous réjouissons du fait que l'accord stipule que les cas emblématiques de prisonniers politiques seront examinés par une commission des hauts magistrats », a indiqué Mme Throssel, soulignant que ces mesures doivent être étendues à tous les prisonniers politiques et à d'autres, « y compris les journalistes et les membres de la société civile, qui peuvent avoir été détenus illégalement ».

« Si l'accord est mis en œuvre avant la fin de 2017, il représenterait un développement important pour la région et, nous l'espérons, un exemple pour les voisins de la RDC », a conclu la porte-parole.

Le HCR exhorte les Etats membres de l'UE à respecter leurs engagements de relocalisation de demandeurs d'asile



Un groupe d'Afghans arrive sur l'île grecque de Lesbos après avoir voyagé sur un radeau pneumatique depuis la Turquie. Des centaines de milliers de réfugiés et de migrants utilisent cette route maritime dangereuse à travers la Méditerranée en 2015. Photo: UNHCR/A. McConnell

6 janvier - Alors que la situation sur les îles grecques est de plus en plus critique en période hivernale, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a rappelé vendredi aux pays de l'Union européenne (UE) qu'il demeure impératif de contribuer à résoudre d'urgence la situation en Grèce moyennant la relocalisation de demandeurs d'asile dans d'autres États membres.

Lors d'un point de presse à Genève, le porte-parole du HCR, Adrian Edwards, a précisé qu'en date du 4 janvier 2017, seulement 7.760 demandeurs d'asile avaient quitté la Grèce ou faisaient partie des départs programmés dans le cadre du mécanisme de relocalisation de l'UE adopté fin 2015 pour deux ans.

« Cela représente environ 12% du chiffre de 66.400 personnes fixé l'année dernière, soit un pourcentage d'un niveau inacceptable », a-t-il souligné, exhortant les États membres de l'UE à respecter leurs engagements antérieurs et à proposer des places supplémentaires sans plus attendre.

L'accélération du transfert des personnes des îles grecques vers le continent est essentielle

Le HCR a réitéré son appel à accélérer le transfert des demandeurs d'asile des îles de la mer Egée vers le continent grec.

« Malgré les récents efforts visant à améliorer la situation, les conditions demeurent déplorables dans de nombreux sites sur les îles », a déclaré M. Edwards, lors d'un point de presse à Genève se disant notamment inquiet concernant la situation à Samos, Chios et Lesbos qualifiée de « particulièrement préoccupante ».

« Le besoin d'assurer une meilleure protection va devenir encore plus critique ce week-end avec la chute attendue des températures sur les îles », a prévenu le porte-parole de l'agence onusienne.

Bien que le HCR et ses partenaires aient fourni des centaines de couvertures thermiques, sacs de couchage et kits de protection pour l'hiver, M. Edwards a souligné que les personnes seraient mieux sur le continent et devraient être y être transférées plus rapidement et en plus grand nombre.

Les transferts de demandeurs d'asile des îles vers le continent grec sont autorisés seulement à l'issue de leur procédure d'enregistrement ou dans les cas de vulnérabilité particulière. « La lenteur de la procédure d'enregistrement et d'identification des personnes vulnérables ainsi que, auparavant, un manque de places adaptées sur le continent sont autant de facteurs ayant

retardé les transferts », a déploré M. Edwards. « Cela a contribué, entre autres, à une saturation grave des installations construites pour un nombre beaucoup plus limité de personnes et a augmenté les risques pour la protection ».

Légère amélioration de la situation sur le continent

Sur le continent, les difficultés auxquelles était confronté le HCR il y a encore quelques semaines diminuent.

Au cours de la période des fêtes de fin d'année, l'agence de l'ONU pour les réfugiés a terminé le travail de préparation pour l'hiver de tous les sites que les autorités grecques lui ont attribués et finalise par ailleurs l'amélioration de certaines infrastructures dans d'autres lieux.

« Dans un certain nombre de sites où les conditions étaient inférieures aux standards, nous avons transféré les personnes dans des hébergements plus adéquats », a précisé le porte-parole de l'agence.

Au total, le HCR a créé 21.000 places d'hébergement dans des appartements, des familles d'accueil ou d'autres bâtiments. Environ 700 places ont été trouvées pour les enfants non accompagnés dans des structures spécialisées.